



ECONOMIE MARITIME



28e Salon intermodal Africa 2022

Edem Tengue a lancé les festivités

Le 28^e Salon intermodal Africa 2022 s'est tenu à Lomé mercredi 23 novembre. Au cours des travaux, le ministre de l'Économie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, Edem Tengue a procédé à la coupure symbolique du ruban d'une exposition dédiée.

PAGE 5

REPORTAGE



Togo / Atakpamé

MOUTAI soutient le Centre d'accueil pour enfants "LE VILLAGE DE LA JOIE"

La S.A.R.L.U GRANDE MURAILLE DISTRIBUTION, distributeur exclusif de la liqueur chinoise de marque MOUTAI au Togo, a encore fait parler son cœur. Après l'orphelinat Soutien pour l'enfance en souffrance (SPES) le 31 mai dernier à Lomé, l'entreprise a fait le déplacement d'Atakpamé ...

PAGE 11

SANTE

Médecine traditionnelle

Le parcours tumultueux d'une pratique incontournable au Togo

Au Togo tout comme sur le reste du continent africain, la médecine traditionnelle est incontournable. Plus de 80% de la population ...

PAGE 10

Pluralisme politique

Professeur Robert Dussey : « Le Togo est bel et bien un État démocratique »

Le Togo est-il un pays démocratique ? Les avis divergent selon le camp dont l'on est issu. Toutefois, en observant le parcours du Togo durant ces trois dernières décennies, doit-on douter que la démocratie soit en marche sur la terre de nos aïeux ? Le professeur Robert Dussey, ministre des Affaires ...



PAGE 3 ROBERT DUSSEY



Relations Togo-Bénin

Faure Gnassingbé reçoit des émissaires de Patrice Talon

Envoyés par le chef de l'Etat béninois Patrice Talon, une délégation ministérielle béninoise avec à sa tête, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Aurélien Agbénonci, a été reçue ce jeudi 24 novembre à la présidence de la République par Faure Essozimna Gnassingbé.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Lomé se prépare à accueillir l'Africa Financial Industry Summit-AFIS

La capitale togolaise s'apprête à accueillir les 28 et 29 novembre prochains, l'édition 2022 du Sommet de l'industrie financière africaine (Africa Financial Industry Summit-AFIS). L'événement, co-organisé par la Société financière internationale, est le deuxième du genre sur le continent.

En tout, plus de 600 acteurs de l'industrie financière, parmi lesquels des ministres des Finances, des gouverneurs de banque, des dirigeants de fintechs et de compagnies d'assurance, se réuniront pour deux jours de discussions consacrés aux bouleversements économiques actuels dans le monde.

Au programme, des conférences, tables rondes et keynotes, autour d'un même objectif : contribuer à la relance économique du continent à travers le développement d'une industrie financière compétitive, innovante, inclusive et durable.

Au Centre international des conférences où se tiendra le sommet, les préparatifs ont débuté depuis plusieurs jours. Pour la capitale togolaise qui abrite le siège de grandes banques, il s'agit d'une nouvelle reconnaissance et d'une étape supplémentaire vers l'ambition du pays de devenir un hub financier.

Interview de Mme N'gname Jeanne Bougonou, DG de l'OMCA-Togo

« Nous avons bâti avec le MCC une solide relation de partenariat et de confiance mutuelle »

Créé par décret présidentiel le 11 novembre 2020, l'Organisme de mise en œuvre du Millennium Challenge Account-Togo (OMCA-Togo) est chargé de veiller au respect des engagements pris par le gouvernement togolais, dans le cadre de la mise en œuvre des procédures, normes directives de gestion financière et de passation de marchés ...



PAGE 7



SOMMAIRE

Extension de la centrale solaire de Blitta
Le Togo bénéficie d'environ 15,79 milliards FCFA



P 5

Pêche
Edem Tengué a échangé avec les acteurs du lac Nangbéto



P 5

Médecine traditionnelle
Le parcours tumultueux d'une pratique incontournable au Togo



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Témoignages de Mme Klutse Dovi Amélevo, coiffeuse grâce au crédit Ajsef du FNFI

Pour le compte de ce numéro de la semaine, Madame Klutse Dovi Amélevo, qui a pu s'installer en tant que coiffeuse partage avec vous dans les lignes qui suivent les secrets de sa réussite. Aujourd'hui elle est fière d'exercer le métier de ses rêves. Retour sur le parcours de cette trentenaire.

L'histoire de Madame Amélevo ressemble trait pour trait à celle de plusieurs jeunes artisans qui après avoir obtenu leurs Certificat de Fin d'Apprentissage (CFA) se retrouvent dans des situations financières difficiles pour se mettre à leur propre compte en ouvrant leurs ateliers.

Amélevo, 31 ans, a pendant trois années suivi une formation en coiffure, formation sanctionnée par un CFA qui lui donne désormais le quitus d'ouvrir son atelier. Nantie désormais de son diplôme, notre jeune dame calme et réservée de nature se retrouve confrontée à un problème, source de financement.

« Pendant que j'achevais ma formation, je voyais déjà que je serai confrontée à un problème financier quand il sera question pour moi d'ouvrir mon atelier. Et depuis lors, je cherchais par quels moyens je pouvais contracter un crédit pour pouvoir me lancer. Il est

vrai que j'avais de petites économies mais il m'en fallait bien plus pour pouvoir acquérir tout ce dont j'ai besoin. Alors j'ai été orientée vers PADES microfinance pour voir si j'étais éligible à un des nombreux produits du FNFI. » Et justement pour informer périodiquement les potentiels bénéficiaires des opportunités offertes par le FNFI, il est organisé assez souvent, en plus des émissions radios de sensibilisation de masse, des séances de partages d'informations au sein des PSF partenaires du FNFI.

« A cette séance d'échange et de discussions, il nous a été partagé le produit AJSEF et quelles conditions il fallait remplir pour pouvoir en bénéficier. J'avoue que j'ai été très surprise des conditions très souples qui étaient exigées avant de pouvoir bénéficier du crédit jeune du FNFI. Sans tarder, je me suis pliée aux exigences requises et au bout de quelques semaines, j'ai obtenu un premier crédit



Klutse Dovi Amélevo

de 300.000 FCFA qui m'a permis de pouvoir équiper en kits d'outillage le petit atelier que voici.

Et comme vous pouvez le constater avec moi, j'ai tout ce qu'il me faut pour offrir aux cheveux de ma clientèle des soins

de qualité. » Aujourd'hui, notre interlocutrice mesure tout l'impact du crédit AJSEF sur son quotidien, elle s'épanouit chaque jour davantage et renforce son autonomie. « Je suis très heureuse d'exercer le métier de mon choix. C'est vraiment

réconfortant de voir que les gens te font confiance et affluent dans ton salon de coiffure. Toutes ces marques de confiance ajoutées aux revenus que je dégage me comblent de bonheur et me galvanise à aller encore et encore plus loin ».

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatine
E-mail : atogomatine@gmail.com
Site web: www.togomatine.tg
Tw: @togomatine1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Pluralisme politique

Professeur Robert Dussey : « Le Togo est bel et bien un État démocratique »

Le Togo est-il un pays démocratique ? Les avis divergent selon le camp dont l'on est issu. Toutefois, en observant le parcours du Togo durant ces trois dernières décennies, doit-on douter que la démocratie soit en marche sur la terre de nos aïeux ? Le professeur Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur s'est expliqué sur la question. Il était interrogé par une journaliste de la Radio France Internationale (RFI).

« Chère madame, le Togo est bel et bien une démocratie. Je crois qu'il faudrait dépasser certaines appréhensions qu'on a sur le Togo. L'année prochaine, il y aura les élections régionales, il y aura les élections législatives. En 2025, il y aura les élections présidentielles au Togo. Le rythme politique électoral est respecté au Togo, tous les cinq ans. Donc, je vous prie de ne pas avoir des préjugés et des clichés sur le Togo. Le Togo est bel et bien un État démocratique et le président de la République, Faure Gnassingbé, travaille pour cela », a répondu le chef de la diplomatie togolaise. Le Togo a entamé son processus démocratique dans les années 90, à la faveur du « Vent de l'Est », et des mouvements sociaux visant à réclamer plus d'espaces de libertés. Beaucoup d'acteurs, surtout ceux qui ont participé à la Conférence nationale souveraine sont aujourd'hui d'accord pour reconnaître

que le pays a raté son entrée en démocratie. Et les responsabilités sont partagées. Quand certains ont voulu faire de cet épisode de l'histoire du Togo, un moment de règlement de comptes, les autres ne pouvaient que se replier sur eux-mêmes et refuser d'avancer.

Malgré cela, alors que tout espoir était perdu, des hommes et des femmes de bonne volonté dont feu le général Eyadema Gnassingbé, feu maître Yawovi Agboyibo, le président de la République actuel Faure Gnassingbé, l'opposant historique Gilchrist Olympio, et beaucoup d'autres d'ici et d'ailleurs, ont pris leurs responsabilités pour éviter le naufrage collectif qui se profilait à l'horizon. Tout n'a pas été parfait, ces acteurs ne sont certainement pas des saints. Ils ont eu à commettre des erreurs, à décevoir parfois les Togolais. Mais, avec le

temps, on se rend compte que certaines de leurs postures étaient judicieuses et ont évité au Togo, des déboires que d'autres pays



de la sous-région ont vécus et dont ces derniers peinent encore à sortir. De 1990 à ce jour, le Togo a connu plusieurs processus électoraux. Il faut admettre qu'il y a eu des hauts et des bas, des moments de flottement. Certains acteurs refusent toujours d'admettre que ces élections aient

été libres, crédibles et démocratiques. Toutefois, l'on retient que même si certains compatriotes contestent parfois violemment les résultats, les institutions compétentes, la communauté internationale, et une majorité écrasante des Togolais acceptent l'issue de ces élections.

opposées à celles du régime en place, est un signe de vitalité démocratique. La démocratie togolaise n'est pas parfaite. Elle est appelée à s'améliorer. Mais, l'on ne peut pas dire que le Togo n'est pas un pays démocratique. Ceux qui défendent cette position n'ont qu'à observer ce qui se passe dans certains pays où des centaines de personnes peuvent être envoyées en prison en une journée pour avoir manifesté contre une guerre inutile.

La situation en Iran, en Corée du Nord et dans bien d'autres pays édifier plus d'un. Les scènes auxquelles l'on a assisté lors de l'élection du président américain Joe Biden avec la profanation des symboles de la première puissance mondiale montrent que la démocratie est une quête perpétuelle.

Alors faut-il sur la base du ressenti d'une partie de la population, affirmer que le Togo n'est pas un pays démocratique ? D'ailleurs, le fait que les gens soient libres de contester, de faire des recours devant la Cour constitutionnelle, et de continuer à prendre des positions complètement

D'ailleurs, la démocratie purement occidentale est-elle vraiment le modèle dont ont besoin les pays africains ? Les politologues du continent ont tout intérêt à se pencher sérieusement sur cette interrogation.

TM

Relations Togo-Bénin

Faure Gnassingbé reçoit des émissaires de Patrice Talon

Envoyés par le chef de l'Etat béninois Patrice Talon, une délégation ministérielle béninoise avec à sa tête, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Aurélien Agbénonci a été reçue ce jeudi 24 novembre à la présidence de la République par Faure Essozimna Gnassingbé.



La délégation a eu des entretiens avec le chef de l'Etat sur les mécanismes de renforcement de la coopération entre le Togo et le Bénin notamment dans les domaines diplomatique, sécuritaire et économique.

Les discussions ont également porté sur l'intégration sous-régionale, les questions de paix et de sécurité et la lutte contre le terrorisme dans l'espace communautaire.

Le Togo et le Bénin unissent leurs efforts pour entretenir des relations de bon voisinage et lutter contre l'extrémisme violent et les menaces sécuritaires.

La rédaction

HCTE

Lancement officiel de la deuxième mandature à Lomé

Les 48 nouveaux délégués pays du Haut conseil des Togolais de l'extérieur (HCTE) ont officiellement pris fonction le mardi 23 novembre 2022 à Lomé. C'est le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, le professeur Robert Dussey, qui leur a donné le quitus pour entamer leurs mandats.

Après une première expérience satisfaisante, le HCTE est sur le point de devenir une institution dynamique au Togo. La reconnaissance nationale des nouveaux élus de la diaspora a eu lieu lors d'une cérémonie au cours de laquelle étaient présents les concernés et plusieurs autres personnalités, dont les responsables des institutions partenaires. « Chaleureuses félicitations aux 48 délégués pays



Photo de famille des officiels et participants à la cérémonie

nouvellement installés pour siéger au sein du HCTE. Je sais qu'ils sont pleinement engagés pour soutenir la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 en faveur des Togolais de l'extérieur. Je leur souhaite à tous, un fructueux mandat 2023-2025 », s'est exprimé le professeur Robert Dussey. « La diaspora togolaise joue un rôle non négligeable dans le développement économique du pays. Selon les statistiques, l'apport

financier de la diaspora aux pays africains dépasse l'aide publique au développement. Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et les Nations unies au Togo restent engagés aux côtés du Togo sur cette voie », s'est également exprimé Aliou Mamadou Dia, représentant-résident du Pnud au Togo.

« Je salue les efforts remarquables du Togo...

Suite à la page 11

TRADEExpress

Virement instantané

Accélérez et facilitez
vos échanges
commerciaux avec
des virements
immédiats
(intra BOA UEMOA).



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP

www.boatogo.com

Cadre de partenariat pays 2023-2027

Le gouvernement et la Banque mondiale lancent les consultations

Le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, a présidé lundi 21 novembre à Lomé, la cérémonie de lancement des consultations de la Banque mondiale pour l'élaboration du Cadre de partenariat pays 2023-2027. La rencontre s'est tenue en présence des partenaires et acteurs de développement.

Cette réunion a permis à la Banque mondiale de s'assurer que la nouvelle stratégie de financement du Groupe reste bien alignée sur les grands axes prioritaires du gouvernement. Les consultations permettront également aux acteurs de discuter des différents contours de la nouvelle stratégie, de s'assurer que les choix opérés par l'institution répondent aux attentes et sont conformes à la vision de

développement du pays déclinée dans la feuille de route gouvernementale 2020-2025.

Les ressources engagées par la Banque au Togo sont à la hausse. En effet, sur les 5 dernières années, la Banque mondiale a engagé un montant de 1,2 milliard de dollars en faveur du Togo. " Pour la Banque mondiale, on préfère mettre un dollar dans un pays qui fait des réformes, que de mettre dans un pays qui ne fait pas de réforme. Le Togo fait

des réformes ", a indiqué Coralie Gevers, la directrice des Opérations de la Banque mondiale pour le Togo. Le gouvernement a évoqué



Victoire Tomégah-Dogbé

deux grands secteurs prioritaires notamment l'éducation et l'agriculture.

" Les secteurs prioritaires qui ont été retenus pour être le cœur même de la coopération entre la Banque mondiale et le Togo sont

au cœur de la feuille de route gouvernementale pour l'avenir. L'agriculture est également un pilier de cette feuille de route gouvernementale ", a indiqué Prof. Akodah Ayewouadan, ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement.

D'autres secteurs sont aussi prioritaires. "Le gouvernement mobilise des ressources pour ces secteurs, notamment des ressources en interne et des ressources tirées de ses relations avec d'autres partenaires", a ajouté le ministre Akodah Ayewouadan.

Félix Tagba

l'éducation et l'agriculture. Des secteurs prioritaires, parce que l'éducation est

Extension de la centrale solaire de Blitta

Le Togo bénéficie d'environ 15,79 milliards FCFA

Une convention de financement a été signée le 21 novembre dernier par visioconférence entre le Togo et Abu Dhabi exports office (Adex). Elle s'inscrit dans le cadre du projet de construction de la centrale solaire photovoltaïque Sheikh Mohammed Bin Zayed.



La centrale solaire

L'accord d'environ 15,79 milliards FCFA est destiné à la seconde extension de la centrale solaire photovoltaïque de Blitta et permettra de porter sa capacité de 50 Mégawatt crête à 70 Mégawatt crête avec un système de stockage sur batterie.

"Cet acte traduit à n'en point douter, l'excellence des relations de coopération entre la République togolaise et les Emirats arabes unis. Ce projet va contribuer considérablement à l'atteinte des objectifs de la stratégie d'électrification matérialisée dans la

feuille de route Togo 2025, notamment parvenir à introduire 50 % des énergies renouvelables dans les capacités installées d'ici 2025", a déclaré le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya.

Ce partenariat cadre avec la stratégie d'électrification adoptée par le Togo en juin 2018, et qui est en phase d'actualisation. En effet, un accent particulier a été mis sur l'augmentation de la capacité de production d'énergie au niveau national. Ainsi, il est prévu de porter d'ici à 2025, cette capacité à 50% en termes d'énergies

renouvelables dans la production énergétique et à terme, d'être totalement indépendant en matière d'énergie vis-à-vis de l'extérieur.

L'extension de cette centrale va favoriser la production annuelle de 118 Gigawatt-heure, la desserte d'environ 158 000 ménages, l'augmentation de la part des énergies renouvelables à 25% dans le mix énergétique, l'économie de plus d'un million six cent tonnes de CO2, contribuant ainsi à lutter contre le réchauffement climatique.

F.T.

28e Salon intermodal Africa 2022

Edem Tengue a lancé les festivités

Le 28e Salon intermodal Africa 2022 s'est tenu à Lomé mercredi 23 novembre. Au cours des travaux, le ministre de l'Économie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, Edem Tengue a procédé à la coupure symbolique du ruban d'une exposition dédiée.

Cet évènement qui est le plus important sur le continent en matière de logistique se veut un cadre de réflexion sur l'intégration logistique des transports maritime, routier, ferroviaire et aérien. Il a réuni des opérateurs portuaires (port de Lomé, port de Cotonou, port de Dakar), des sociétés de transport maritime (CMA-CGM), des fabricants d'équipements de manutention portuaire, des systèmes informatiques etc.

Des participants venus d'Europe (Allemagne, Belgique, Hollande), d'Asie (Indonésie, Singapour) et d'Afrique (Sénégal, Burkina, Bénin) ont également pris part au salon.



Edem Tengue à droite lors de l'ouverture

Pour rappel, le Togo occupe une place importante dans le classement 2022 de la revue londonienne Lloyd's List spécialisée dans la logistique et le commerce maritimes. En effet, le port de Lomé garde sa position de leader en Afrique subsaharienne et de quatrième du continent, derrière le Maroc, l'Égypte et l'Afrique du Sud. En 2021, l'infrastructure a enregistré 1 962 304 d'EVP (Équivalent vingt pieds) contre 1 725 270 en 2020, soit une progression de 13,7 %. Le pays figure dans le Top 100 des ports les plus performants au monde. Lomé passe de la 98ème à la 96ème place dans le One hundred container ports.

F.T.

Terrorisme et sécurité routière

Un chapelet d'actions, avec des milliards de FCFA investis

Le vent du terrorisme souffle sur la partie septentrionale du Togo. La région des Savanes, au nord du Togo, est en proie aux attaques terroristes avec plusieurs victimes militaires et civiles. Pour endiguer le fléau, le gouvernement togolais engage plusieurs milliards de FCFA. Outre le terrorisme, la sécurité routière fait partie des priorités. Un chapelet d'actions sont engagés par le pays.

Le terrorisme afflige le Sahel. Il s'étend peu à peu vers la côte ouest-africaine. Une série d'attaques territoriales a secoué le Togo depuis fin 2021. Décidé de faire taire les armes djihadistes, l'autorité togolaise sort son porte-monnaie pour les trois prochaines années.

Contre le terrorisme, plusieurs milliards de FCFA engagés par le Togo

Ce sont au total plus de 430 milliards de francs CFA qui seront investis

légers, 07 porte-engins, 04 véhicules légers de commandement, 19 véhicules légers de reconnaissance et de liaison, 20 embarquements motorisés et 59 véhicules de transport logistique.

Entre autres mesures, on note également la création en mai 2019 du Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (Ciplev), le programme d'urgence de développement dans la région des Savanes. Ce dernier, d'un



Voiture militaire togolaise brûlée par les terroristes

dans la défense d'ici 2025. 183,4 milliards de FCFA seront injectés dès 2023; 107,6 milliards ensuite en 2024 et 138,5 milliards en 2025.

Depuis décembre 2020, le gouvernement a fait adopter par l'Assemblée nationale, une loi de programmation militaire pour la première fois. Elle prévoit la modernisation et le renforcement de l'armée togolaise. Ainsi, sur le quinquennat 2021-2025, 722 milliards de francs CFA seront consacrés à la défense dont 367 milliards CFA pour le fonctionnement et 354 milliards FCFA pour les investissements. Déjà en 2021, 104 milliards FCFA ont été dépensés sur les 129 milliards prévus. Pour l'année 2022, ce sont 99 milliards de CFA qui sont annoncés dans la loi de finances. Ces dépenses colossales feront augmenter les effectifs qui étaient de 17 773 hommes en fin 2020 à 22020. Le processus est déjà enclenché. En mars 2022, 897 jeunes militaires ont été enrôlés dans les Forces armées.

Les dépenses permettront d'acquérir une quinzaine de chars de combat légers, une vingtaine de véhicules blindés de transport des troupes, 127 véhicules tactiques

montant de 16 milliards de francs CFA, permettra de construire des infrastructures socioéconomiques. Une mesure récente est la création de la cellule d'analyse de risques en début du mois de juillet 2022. Sa mission est de rassembler et analyser les informations sur les menaces terroristes d'autres pays afin d'anticiper.

« Koundalgou » : une opération militaire entre le Togo et trois autres pays

La présence de l'opération Barkhane, la mission de l'ONU au Mali (Minusma) et la mise en place du G5 Sahel n'ont pas pu endiguer le terrorisme dans différents pays d'Afrique de l'Ouest. De même, la stratégie antiterroriste régionale et le plan de mise en œuvre adoptés en 2013 par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) n'ont jamais été appliqués.

Pour faire réellement faire face à ce fléau, quatre pays, le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana et le Togo, ont signé en septembre 2017, l'Initiative d'Accra qui a permis de mettre sur pied une opération militaire conjointe baptisée « Koundalgou ». Son objectif est de renforcer la coopération en matière de sécurité

et de partage de renseignements entre les pays signataires. L'opération « Koundalgou », dont la quatrième phase s'est déroulée du 21 au 27 novembre 2021 avec plus de 5 720 soldats, a permis l'arrestation de 300 suspects et la saisie d'importants stocks d'armes et de munitions.

À la suite des menaces terroristes incessantes sur les pays côtiers, « l'opération Koundalgou renforcée » s'est élargie aux autres pays de la sous-région, notamment le Mali, le Niger et la Côte d'Ivoire. À Cotonou, le 13 avril 2022, une nouvelle opération conjointe d'envergure d'une durée de douze mois a été validée par les ministres de l'Intérieur des pays membres. Sept pays devraient y participer et la date du début de cette opération est tenue secrète. Les zones frontalières seront les principaux champs concernés.

« Le terrorisme ne peut plus être vu comme un problème du Mali, du Niger ou du Burkina Faso. Cela devient un problème de la sous-région, et donc de la Cedeao », a déclaré le président togolais, Faure Gnassingbé, lors de sa visite le 16 avril dernier en Côte d'Ivoire.

Pour de nombreux acteurs sociaux, les pouvoirs centraux des pays touchés par ces attaques ont failli à leur mission, celle notamment de subvenir aux besoins vitaux des populations. Le manque sur ce point en fait des cibles potentielles à portée des recruteurs des groupes djihadistes. Pour remédier

Lors d'un séminaire organisé à Lomé en avril 2022, le Dr Bakary Sambe, directeur du Timbuktu Institute, a souhaité que « les jeunes qui sont souvent cités comme vulnérables à l'extrémisme violent soient désormais considérés comme des acteurs de plein droit de la prévention ». Selon lui, il est nécessaire de

« bien éclairer la population sur ce qu'est l'extrémisme violent et sur ces facteurs de basculement afin qu'ensemble de manière interactive et de manière concertée la communauté dégage elle-même des pistes de solutions qui seront versées dans la stratégie nationale de tous les pays ».

Les quatre États ont élaboré des plans de développement d'urgence pour leurs parties septentrionales actuellement en proie aux attaques des groupes djihadistes. Cette nouvelle approche vise à déployer des programmes communautaires dans certains secteurs sociaux prioritaires afin de combler le vide face aux aspirations des populations. Cette action va permettre de renforcer la résilience des populations. D'ailleurs, pour lutter efficacement contre le terrorisme, source de l'insécurité politique dans certains pays en Afrique de l'Ouest, certains analystes pensent qu'il va falloir changer de paradigme.

Source : lepoint.fr / Blamé Ekoué, correspondant à Lomé

CEDEAO contre le terrorisme: plan d'action 2020-2024 pour 2,3 milliards de dollars



Le président Faure Gnassingbé aux côtés des forces togolaises

à cette situation, les pays côtiers, notamment la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Bénin et le Togo, ont décidé depuis 2020 de renforcer la résilience dans les zones frontalières avec les pays du Sahel touchés par ce phénomène à travers une sensibilisation accrue contre l'extrémisme violent entraînant la radicalisation des jeunes.

Pour financer la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest, les pays de la Cedeao ont adopté en 2019 un plan d'action pour la période 2020-2024 avec un budget de 2,3 milliards de dollars. Ce plan, selon l'Institute for Security Studies (ISS), doit permettre à l'institution..

**Interview de Mme N'gname Jeanne Bougonou,
DG de l'OMCA-Togo**

**« Nous avons bâti avec le MCC
une solide relation de partenariat
et de confiance mutuelle »**



Madame Bougonou, vous êtes le Directeur Général de l'Organisme de mise en œuvre du Millennium Challenge Account-Togo

Créé par décret présidentiel le 11 novembre 2020, l'Organisme de mise en œuvre du Millennium Challenge Account-Togo (OMCA-Togo) est chargé de veiller au respect des engagements pris par le gouvernement togolais, dans le cadre de la mise en œuvre des procédures, normes directives de gestion financière et de passation de marchés du Millennium Challenge Corporation (MCC). Après 14 mois d'activités, la directrice de l'OMCA-Togo dresse dans une interview qu'elle a accordée à la rédaction de Togo Matin, le bilan des activités menées l'institution.

Madame Bougonou, vous êtes le Directeur Général de l'Organisme de mise en œuvre du Millennium Challenge Account-Togo. L'unité de gestion que vous dirigez est mise en place depuis septembre 2021, il y a alors plus d'un an. Avant de nous présenter les résultats obtenus durant cette période et les perspectives, pouvez-vous nous rappeler la mission qui a été assignée à votre organisme ?

« Avant tout propos, j'aimerais remercier les autorités du pays en particulier le Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur le Président de la République pour la confiance qu'il nous a fait en nous confiant cette noble responsabilité qui nous permet de contribuer à sa vision de développement du Togo.

Pour comprendre aisément ce en quoi consistent les activités de notre institution, je vous propose de revenir au contexte qui a conduit à la mise sur pied de l'OMCA-Togo.

Par décret N°2014-115/PR du 08 mai 2014 portant création, attributions et fonctionnement de la cellule de coordination pour l'éligibilité du Togo au Millennium Challenge Account, une cellule a été mise sur pied. Elle est dédiée entre autres aux suivis des indicateurs de développement des instituts de notation internationale dont les scorecards de la Millennium Challenge Corporation (MCC). Les réformes institutionnelles et politiques profondes opérées par le gouvernement ont abouti à l'éligibilité du pays au programme Seuil. Cette éligibilité a été obtenue grâce à l'amélioration constante du Togo dans les indicateurs clés de développement se rapportant aux domaines du renforcement de la bonne gouvernance, de la liberté économique et de l'investissement dans le capital humain. Le 14 février 2019, un accord de don pour la mise en œuvre du programme Seuil a été signé entre le gouvernement togolais et le gouvernement américain représenté par la MCC.

Il s'agit d'un don de trente-cinq (35) millions de dollars pour la mise en œuvre de deux projets de réformes institutionnelles. Ce sont notamment

le projet de concurrence accrue au bénéfice des consommateurs, de régulation indépendante, et d'accès élargi dans le secteur des Technologies de l'information et de la communication (Projet TIC) et le projet de réforme foncière pour l'accroissement de la productivité agricole (LRAP).

Nous imaginons bien que nous en venons à la création de votre structure ?

« Effectivement. Selon les termes de l'accord de don, pour la mise en œuvre du Programme Seuil, le Gouvernement Togolais a mis en place, par Décret n°2020-092/PR du 11 novembre 2020, un établissement public autonome dénommé Organisme de mise en œuvre du Millennium Challenge Account-Togo (OMCA-Togo) doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Le but visé par l'Accord de don est d'aider le Togo à devenir éligible à un Millennium Challenge Compact en appuyant la mise en œuvre des réformes institutionnelles et politiques importantes afin de remédier aux contraintes majeures à la croissance économique au Togo. Dès lors, la mission de l'Unité de gestion (OMCA-Togo) est de veiller au respect des engagements pris par le Gouvernement du Togo dans cet accord par la mise en œuvre des procédures, normes directives de gestion financière et de passation de marchés de MCC en adéquation avec les dispositions nationales en la matière. Elle s'assure de la participation active des autres parties prenantes non gouvernementales, entités de mise en œuvre

C'est ici le lieu de remercier toutes les parties prenantes, entités de mise en œuvre du programme Threshold que sont le ministère de la réforme foncière et de l'habitat et de la réforme foncière ; le ministère de l'agriculture, le ministère de l'élevage et du développement rural ; le ministère de l'économie et des finances ; le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires pour le projet LRAP et le ministère

de l'Economie numérique et de la transformation digitale pour le projet TIC pour leur franche collaboration. Cette appropriation par les principaux bénéficiaires des différents projets a permis de capitaliser sur l'existant et d'orienter nos actions pour plus d'impacts sur les bénéficiaires finaux.

Quel est donc l'état des lieux après plus d'un an d'activités de l'OMCA-Togo ?

A ce jour, soit près de 14 mois après le lancement des activités opérationnelles, un long chemin a été parcouru. Sur le plan des procédures d'opérations, des outils de gestion administrative et financière et de passation des marchés ont été élaborés et sont en cours d'utilisation. L'Unité de gestion a pour devoir de veiller au respect des engagements du Togo, inscrits dans l'accord de don, qui sont entre autres d'aligner les procédures d'exécution des projets sur les directives et principes du MCC. Sur le plan opérationnel, à la suite d'un processus d'appel d'offre international, et conformément à l'accord de don l'OMCA-Togo a mobilisé un cabinet international en charge de produire les livrables du projet LRAP. Il s'agit du consortium VGNi, Cadasta, Kadaster International et Wildaf-Togo dont l'expertise est avérée dans le domaine du foncier. Il est déjà à pied d'œuvre sur le terrain avec la prise de contact avec les autorités et acteurs clés de la question foncière au niveau local et les études en vue de la sélection des sites d'expérimentation à travers les cinq préfectures dans les cinq régions du pays que sont les préfectures de Zio, Wawa, Tchamba, Dankpen et Oti Sud.

Du côté du projet TIC, le processus de recrutement de l'assistant technique va s'achever bientôt avec la signature du contrat dans les prochains jours. Toutes les parties prenantes au projet sont mobilisées pour le démarrage opérationnel du projet TIC.

Madame le Directeur Général, venons-en au Compact. Ce n'est plus un secret pour personne que le Togo court derrière le Compact, ce programme d'investissement du MCC, surtout qu'il est connu qu'en principe le Togo est éligible à ce programme. Quel est l'apport de

l'OMCA-Togo pour l'atteinte de ce but?

Au niveau opérationnel où l'OMCA-Togo intervient, des progrès ont été réalisés. En un an d'activités, mon équipe et moi avons produit les résultats attendus de notre plan de travail global.

Nos espoirs pour le programme Compact sont légitimes. Les avancées du pays dans les secteurs clés ont été présentées au leadership de la Millennium Challenge Corporation en juin 2022 à Washington. Dans le cadre de cette mission, le Ministre de l'économie numérique et de la transformation digitale, Madame Cina Lawson a apporté des arguments de taille au plaidoyer avec la présentation de la vision du Togo pour le développement du secteur du digital. C'est cela également l'expression de l'engagement du gouvernement qui n'a cessé, à travers l'implication des parties prenantes, de montrer sa disponibilité à faire le nécessaire pour être prêt à accueillir cette subvention de grande envergure.

L'OMCA-Togo, le bras opérationnel du programme Seuil joue sa partition en toute conscience de cette noble mission. L'équipe que j'ai l'honneur de diriger a montré sa capacité à mettre en place des procédures et politiques indispensables à la mise en œuvre d'un programme financé par la MCC. Au niveau opérationnel, nous avons bâti avec le MCC une solide relation de partenariat et de confiance mutuelle.

Quels sont les défis qui attendent l'OMCA-Togo pour la nouvelle année d'activités de l'Unité de gestion ?

Nous mettrons un point d'orgue à toujours viser l'efficacité et la qualité de l'exécution et dans les délais de notre plan de travail global. Nous comptons sur l'engagement de toute l'équipe de l'unité de gestion de l'OMCA-Togo et aussi de celui des parties prenantes, entités de mise en œuvre des. Nous continuerons sur la même lancée afin que les résultats obtenus à travers la mise en œuvre des projets LRAP et TIC participent de manière factuelle à l'opérationnalisation des réformes politiques et institutionnelles dans leur secteur respectif.

La rédaction

COPIE

SIGNIFICATION DE LA GROSSE DU JUGEMENT N°0506/2022 DU 12 OCTOBRE 2022 RENDU PAR LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LOMÉ AVEC COMMANDEMENT

L'AN DEUX MIL VINGT-DEUX (2022) :
Et le Mercredi, vingt-trois (23) novembre 2022

A la requête de Madame GBEASSOR Fihode Stella, demeurant à Abidjan (R/Côte d'Ivoire), Rue H14 Abidjan RET, 04 BP 3075-04, Cel : 00 225 0777457071 CI et de passages réguliers à Lomé ;

J'ai Me Sylvanus E. SALLAH
Huissier de Justice près la Cour d'Appel et le Tribunal de Grande Instance de Lomé, demeurant et domicilié au 1005 rue, derrière l'École Primaire Douroussoum 1, à côté de l'Hotel à Lomé et du Centre National de Transfusion Sanguine
Soussigné

Signifié et en tête des présentes, laissé copie à :

BEDIHAM François-Xavier, Locataire, demeurant à Lomé, quartier Hédzranawoé, rue Boulevard du Haho, 02 BP : 20086, Tél : 22 61 15 69 / 70 41 87 32, où étant et parlant à : *N'ayant pas d'adresse connue, nous avons procédé par affichage à la porte principale de l'édifice du Tribunal de Commerce de Lomé et par insertion dans le Journal Togo-Matin conformément à l'article 58 du Code de Procédure ci*

Copie certifiée conforme de la Grosse du Jugement N°0506/2022 du 12 octobre 2022 rendu par le Président du Tribunal de Commerce de Lomé, suivant le dispositif ci-après :

PAR CES MOTIFS

«Statuant publiquement, par décision réputée contradictoire à l'endroit du défendeur et en premier ressort ;

EN LA FORME

Reçoit madame GBEASSOR Fihode Stella en son action ;

AU FOND

Prononce la résiliation du bail la liant au sieur BEDIHAM François-Xavier ;

COPIE

SIGNIFICATION DE LA GROSSE DU JUGEMENT N°0506/2022 DU 12 OCTOBRE 2022 RENDU PAR LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LOMÉ AVEC COMMANDEMENT

L'AN DEUX MIL VINGT-DEUX (2022) :
Et le Mercredi, vingt-trois (23) novembre 2022

A la requête de Madame GBEASSOR Fihode Stella, demeurant à Abidjan (R/Côte d'Ivoire), Rue H14 Abidjan RET, 04 BP 3075-04, Cel : 00 225 0777457071 CI et de passages réguliers à Lomé ;

J'ai Me Sylvanus E. SALLAH
Huissier de Justice près la Cour d'Appel et le Tribunal de Grande Instance de Lomé, demeurant et domicilié au 1005 rue, derrière l'École Primaire Douroussoum 1, à côté de l'Hotel à Lomé et du Centre National de Transfusion Sanguine
Soussigné

Signifié et en tête des présentes, laissé copie à :

BEDIHAM François-Xavier, Locataire, demeurant à Lomé, quartier Hédzranawoé, rue Boulevard du Haho, 02 BP : 20086, Tél : 22 61 15 69 / 70 41 87 32, où étant et parlant à : *N'ayant pas d'adresse connue, nous avons procédé par affichage à la porte principale de l'édifice du Tribunal de Commerce de Lomé et par insertion dans le Journal Togo-Matin conformément à l'article 58 du Code de Procédure ci*

Copie certifiée conforme de la Grosse du Jugement N°0506/2022 du 12 octobre 2022 rendu par le Président du Tribunal de Commerce de Lomé, suivant le dispositif ci-après :

PAR CES MOTIFS

«Statuant publiquement, par décision réputée contradictoire à l'endroit du défendeur et en premier ressort ;

EN LA FORME

Reçoit madame GBEASSOR Fihode Stella en son action ;

AU FOND

Prononce la résiliation du bail la liant au sieur BEDIHAM François-Xavier ;

Terrorisme et Sécurité routière **Suite de la page 6**

Un chapelet d'actions, avec des milliards de FCFA investis

... « de renforcer son leadership dans un domaine dans lequel elle est en rivalité depuis des années avec les Nations unies, l'Union africaine et le Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) ». Pour y parvenir, l'Union

grands remèdes
Des cas d'accidents et de trafic illicites n'ont pas manqué au deuxième semestre de l'année 2021 au Togo. Selon les chiffres publiés par le ministère de la Sécurité et de la Protection civile, entre

morts. Que ce soit par des actions préventives ou de sensibilisation, le gouvernement mène une lutte sans relâche.

Au début, c'était l'instauration obligatoire du port de casque pour les conducteurs de motocycle et de ceinture pour les automobilistes. Ensuite, il y a eu la multiplication des contrôles sur les routes avec l'introduction du test d'alcoolémie. Grâce à ces mesures, au premier semestre de 2021, près de 11 000 véhicules surchargés sont délestés, 9 081 tests d'alcoolémie réalisés pour 940 positifs et 11 500 usagers verbalisés pour différentes infractions.

En Conseil des ministres en 2020, les autorités ont approuvé une Politique nationale de la sécurité routière. Cette stratégie implique le management, les infrastructures, la qualité des véhicules, les usagers et les secours. L'exécution de son plan prioritaire a eu des effets positifs : 2 783 accidents enregistrés au dernier semestre de 2019 contre 2 627 au premier semestre de 2020 ; 3 853 blessés contre 3 734 et 317 décès contre 241.

En fin d'année 2021, le Projet pilote de renforcement de la sécurité routière (PPRSR) a été lancé. A travers celui-ci, plus de 7 000 conducteurs d'engins à 02 et 03 roues vont bénéficier des examens de permis de conduire, plus des séances de sensibilisation offertes aux usagers sur le code de la route et des dangers liés à certains comportements

des accidents. Les voies les plus empruntées font partie des priorités, comme la nationale numéro 5 (Lomé-Kpalimé) longue de 120 kilomètres.

Pour un investissement de 214 milliards de francs CFA, les travaux ont démarré depuis 2020. Ils portent sur la construction de la voie Todman-Zanguéra (15 km) à Lomé, l'aménagement du tronçon Zanguera-Noépé



Accident de circulation

économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), qui rassemble huit pays, avait également annoncé qu'elle contribuerait à hauteur de 500 millions de dollars au financement de ce Plan d'action commun de lutte contre le terrorisme. Déjà 100 millions de dollars avaient été décaissés pour le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

Sécurité routière au Togo : aux grands maux, les

juillet et décembre 2021, en six mois, le pays a enregistré 334 morts sur les routes ; 3 577 accidents de la route ; 876,38864 Kg de cannabis saisis, et 117 015 litres de carburant frelaté saisis.

Une série de mesures sont prises pour faire barrage aux accidents de la route. En 2021, près de 7 500 accidents ont été recensés sur les routes togolaises, faisant 680



Accident de circulation

en circulation.
Des routes en bon état, l'une des clefs

Sur le territoire, se multiplient les chantiers de construction et de réhabilitation des infrastructures routières. Il est évident que les routes en mauvais état sont souvent des facteurs

(8 km), la réalisation d'une chaussée entre Noépé et Kpalimé, distante de 91 km. D'ici 2025, l'ambition est d'atteindre 60% de routes revêtues, ce qui devrait contribuer au renforcement de la sécurité routière et la protection des usagers.

Attipoe Edem Kodjo

Médecine traditionnelle

Le parcours tumultueux d'une pratique incontournable au Togo

Au Togo tout comme sur le reste du continent africain, la médecine traditionnelle est incontournable. Plus de 80% de la population d'Afrique sub-saharienne a recours à la médecine traditionnelle. Malgré les multiples controverses, les acteurs du secteur de la santé sont unanimes sur le fait qu'il faut favoriser une collaboration entre médecine moderne et médecine traditionnelle. La réorganisation en cours depuis quelques années dans ce domaine doit donc se poursuivre et atteindre sa maturité.

Le Code de la santé en vigueur au Togo depuis l'année 2009 a pris en compte la médecine traditionnelle à son titre III. Il en donne d'ailleurs une définition. On lit à l'article 245 : « La médecine traditionnelle est l'ensemble de toutes les connaissances, techniques

n'est ni une interdiction ni un tabou au Togo. Il y a encore des étapes à franchir dans le cadre de sa réorganisation et de la collaboration tant souhaitée entre elle et la médecine conventionnelle. Mais, un petit coup d'œil dans le passé permet de se rendre compte que la



Quelques produits de la pharmacopée traditionnelle

de préparation et d'utilisation de substances, mesures et pratiques en usage, explicables ou non à l'état actuel de la science, qui sont basées sur les fondements socioculturels et religieux des collectivités togolaises, qui s'appuient sur les expériences vécues et les observations transmises de génération en génération et qui servent à diagnostiquer, prévenir ou éliminer un déséquilibre du bien-être physique, mental, social ou spirituel ». À l'article 246, l'on découvre que le terme médecine traditionnelle au sens du présent code s'applique aux catégories professionnelles suivantes : tradithérapeutes, accoucheuses traditionnelles, herboristes, médico-pédagogiques. Les ritualistes sont exclus du Code de la santé publique togolaise. Ils sont pris en compte par le ministère de la Culture.

L'on est donc tous conscients qu'il y a un cadre légal dans lequel doit s'exercer la médecine traditionnelle au Togo. La médecine traditionnelle

exercer dans ce domaine, et qui sont soucieuses de léguer un bel héritage aux générations futures.

Un combat de longue haleine pour la reconnaissance officielle

Avant la colonisation, les peuples d'Afrique dont ceux du Togo ne connaissaient que la médecine traditionnelle. Cela ne les a pas empêchés de lutter contre plusieurs problèmes de santé, de vivre plus longtemps que les générations actuelles et de bâtir des civilisations de renom. Lorsque le colon s'est installé sur ces territoires, la médecine traditionnelle a été interdite. Elle était devenue une pratique clandestine. Malheureusement, après les indépendances, des dispositions n'ont pas été prises pour redonner à cette pratique toute sa noblesse d'antan. Cela a ouvert la voie à toutes sortes de comportements de déviance. L'on continue d'en souffrir jusqu'à aujourd'hui malgré les efforts qui sont fournis par les acteurs pour sa réorganisation. Heureusement qu'il y a encore des personnes de bonne moralité qui

exercer dans ce domaine, et qui sont soucieuses de léguer un bel héritage aux générations futures.

Celles-ci ont pris des initiatives louables durant les décennies écoulées, même si parfois, elles ont connu des échecs. En 1991, il y a eu la création d'un service chargé de la médecine traditionnelle au sein du ministère de la Santé. En 2013, ce service a été érigé en Division de la médecine et de la pharmacopée traditionnelle (DMPT). En 1995, lors d'une rencontre organisée à Kpalimé, est né un partenariat entre le ministère de la Santé et les acteurs de la médecine traditionnelle. C'est seulement en 2001 que l'existence de la médecine traditionnelle a été reconnue au Togo.

Depuis 2014, le pays dispose d'une politique nationale de la médecine traditionnelle. Aujourd'hui, il existe un Comité national de réorganisation des Praticiens de la médecine traditionnelle (PMT) au Togo. Le ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de l'Accès universel aux soins et les PMT travaillent ensemble pour réorganiser ce domaine. La réorganisation est nécessaire quand on observe la pagaille qui s'est installée dans le domaine, notamment en matière de publicité sur le



Dr Serge Michel Kodom, président de l'ONG Aimes-Afrique

dans le même ministère, est venu renchéris.

« Le médicament n'est pas un bonbon. Chez certaines personnes, un médicament quelconque peut devenir un poison. C'est la raison pour laquelle l'on ne doit pas faire de la publicité sur les médicaments. Cette publicité entraîne l'automédication, une pratique dangereuse pour la population », a-t-il expliqué. Selon le spécialiste, il faudrait aussi que les PMT qui veulent être sérieux et responsables, acceptent de collaborer et de soumettre leurs produits aux différents tests qui s'imposent.

« Aujourd'hui, nous avons tous les moyens au Togo pour s'assurer d'un minimum de sécurité autour d'un médicament avant son administration », a indiqué le Dr Malou. La réorganisation doit se

africaine pour la santé (OOAS), est fier du chemin parcouru jusqu'à présent, et se montre déterminé à poursuivre le combat. « L'avantage des résultats obtenus est que cela résulte de nos propres efforts », a-t-il affirmé. Il faut noter qu'en 2022, 4634 PMT sont recensés au Togo. Il reste encore plusieurs tâches à accomplir pour faire de la médecine traditionnelle, un partenaire sérieux et efficace dans notre pays. Parmi ces tâches, l'on peut énumérer : la création d'une faïtière de la médecine traditionnelle au Togo, la création d'un cadre formel de recherche dans la médecine traditionnelle, l'élaboration d'une politique nationale de préservation des plantes traditionnelles, l'enseignement de la médecine traditionnelle.

Projet tradi-santé : faire de la médecine traditionnelle une référence

Pour apporter sa contribution à la réorganisation de la médecine traditionnelle au Togo, l'ONG Aimes-Afrique a initié le projet tradi-santé qui sera réalisé de 2022 à 2025. Le projet concerne 10 districts sanitaires dans 5 régions modèles. Le projet vise aussi à rentabiliser 10 plantes médicinales parmi toutes celles qui sont en voie de disparition. À ce jour, le projet a organisé des formations à l'endroit des PMT, des chefs traditionnels, des Comités villageois de développement (CVD), des Responsables de formations sanitaires (RFS), et des professionnels des médias, notamment les journalistes.

Edem Dadzie



Lakassa Essossiminam

médicament. Récemment, le ministre en charge de la Santé, le professeur Moustafa Mijiyawa, a publié un communiqué pour mettre en garde les auteurs de ces actes. Quelques jours plus tard Dr Koboyo Malou, chef Division de la médecine traditionnelle et pharmacopée traditionnelle

poursuivre dans l'intérêt des PMT eux-mêmes, mais aussi pour le bien de la santé publique nationale. Lakassa Essossiminam, coordonnateur du Comité national de réorganisation des PMT au Togo et membre du Comité consultatif sur la médecine traditionnelle de l'Organisation ouest-

Togo / Atakpamé

MOUTAI soutient le Centre d'accueil pour enfants "LE VILLAGE DE LA JOIE"

La S.A.R.L. UGRANDE MURAILLE DISTRIBUTION, distributeur exclusif de la liqueur chinoise de marque MOUTAI au Togo, a encore fait parler son cœur. Après l'orphelinat Soutien pour l'enfance en souffrance (SPES) le 31 mai dernier à Lomé, l'entreprise a fait le déplacement d'Atakpamé au centre "LE VILLAGE DE LA JOIE". Ce centre a bénéficié le 22 novembre 2022, d'un don de la société chinoise.

démunis. Nous en sommes à notre deuxième orphelinat cette année et cette fois-ci, nous avons décidé d'aller à l'intérieur du pays d'où le choix du centre "LE VILLAGE DE LA JOIE" dans

dure 3 ans et ensuite nous nous activons pour que l'enfant soit réintégré dans sa famille d'origine à laquelle nous attribuons une importance capitale. Nombreuses sont aussi nos activités en faveur des enfants vulnérables. Nous faisons les visites et le suivi des enfants réinsérés avec régularité par nos agents de terrain. Nous offrons de l'accompagnement et l'assistance sur le plan alimentaire et sanitaire à de nombreux enfants et leurs familles en situation de vulnérabilité, nous offrons une prise en charge sanitaire à des enfants hospitalisés, prématurés, malnutris issus des familles démunies...», a déclaré Mme Elisabeth Scaglioni, directrice du centre animation qui n'a pas manqué de dire merci aux donateurs "d'avoir pensé

processus traditionnel complexe. Le mélange de sorgho et de blé subit de multiples cuissons et séchages, huit fermentations, et neuf distillations. Il est ensuite conservé pendant 5 ans dans des jarres en terre cuite enterrées avant d'être assemblé à des alcools plus anciens.

C'est ce savoir-faire ancestral qui confère au MOUTAI une extrême longueur en bouche et une telle complexité de parfum, avec un fort caractère de céréales, un arôme qui rappelle la prune, le chocolat, la coco, le caramel, la noisette grillée, également mentholé. Depuis, plus d'une dizaine de récompenses internationales ont été décernées à MOUTAI, dont



Aperçu des dons

La S.A.R.L. UGRANDE MURAILLE DISTRIBUTION a offert aux enfants du Centre "LE VILLAGE DE LA JOIE", un don composé de sacs de riz de 50 kg, de sacs de farine de 25kg, de bidons d'huile de 25 litres, des cartons de savons, 5 sacs de détergents, des cartons de spaghetti, des sacs de macaroni, des cartons de lait en poudre, des sacs de sandales et des cartons d'habits. Le Ministre Prof. AKODAH AYEWOUDAN a été représenté par Koffi SEBADO, lors de la remise des dons.

de mère, les enfants abandonnés ou retrouvés, les enfants victimes de la maltraitance et les enfants négligés.

Présentement les enfants accueillis en structure sont au nombre de 62, dont 30 filles et 32 garçons. Sur les 62 enfants, 40 ont un âge inférieur à 5 ans. A ceux-ci s'ajoutent au quotidien, une trentaine d'enfants, toujours en situation de vulnérabilité, qui demeurent au centre pendant la journée.

Selon les explications de Bruce Ahli, directeur de la société MOUTAI au Togo « Ce don s'inscrit dans le cadre des actions sociales que nous avons commencées depuis le début de la crise sanitaire en 2020. Le but est de soutenir ces personnes de bonne volonté qui s'investissent dans la prise en charge des enfants orphelins ou

la commune de l'Ogou 1, car nos actions précédentes furent à Lomé ».

« A tous ces enfants, le centre assure une prise en



Aperçu des bénéficiaires

charge holistique : santé, alimentation, hygiène, école ainsi que tous les besoins liés à leur situation de vulnérabilité : la prise en charge dans notre centre

à nous, d'avoir décidé de prendre de votre précieux temps, d'assumer une langue distance pour venir apporter votre aide ».

Le MOUTAI est issu d'un

la Médaille d'Or à la Spirits Selection du Concours mondial de Bruxelles en 2014.

Attipoe Edem Kodjo

HCTE / Lancement officiel de la deuxième mandature à Lomé

Suite de la page 3

... pour permettre aux Togolais de l'extérieur de prendre part activement à la transformation multisectorielle du pays pour la réalisation de sa

vision », a ajouté Aliou Mamadou Dia. « C'est une joie et un bonheur d'être officiellement installé aujourd'hui. Cela prouve l'importance que nos autorités accordent à la diaspora », a témoigné

Mahfouz Mako, docteur et chercheur en relations internationales, délégué-pays venu de la Turquie.

« J'aimerais saluer le chef de l'Etat, son gouvernement, surtout

le ministère des Affaires étrangères, pour l'initiative et saluer mes confrères délégués-pays pour la réussite des élections du HCTE. Aujourd'hui, nous rentrons officiellement dans notre fonction. C'est

un jour heureux pour moi », a également affirmé Soultane Fofana, délégué-pays de la circonscription de l'Allemagne, de l'Autriche et de la République tchèque.

Edem Dadzie

Le Forfait Internet conçu pour toi!

Plus de mégas pour rester connecté tout le temps.

togocom.tg    
Avancer. Pour vous. Pour tous.



1 Composez *909#



2 Sélectionnez 1- Ça C'est Moi



3 Sélectionnez Internet



4 Choisissez le forfait fait pour vous



Amah Concept présente
CONSEILS EN CADEAUX
MANAGEMENT D'ÉVÉNEMENTS
DESIGN D'EMBALLAGES

Plaisir d'offrir...
Foire Aux Cadeaux 8^{ème} Edition
Venez faire le plein de cadeaux

09. 10. 11
DECEMBRE 2022

Hôtel 2 FEVRIER
HOTEL LOMÉ
09H - 21H

Infoline +228 99 44 84 02 / 90 12 31 48

INSPECTION DES RESSOURCES DE PROTECTION

Avec Coris Money

Transferts
OF

Retraits
Minimum
100F
Maximum
1%

Appeler votre banque au **8283**

SIMPLE & COOL

www.corismoney.com
Disponible gratuitement sur
Google play App Store

offre soumise à conditions

par **CORIS BANK INTERNATIONAL**

CORIS MONEY
Simple et cool !